

## **RAPPORT SUR LA CONFÉRENCE D'EXAMEN DE DURBAN À L'ONU** **Du 20 au 24 avril, 2009 – Genève, Suisse**

Après la Conférence mondiale contre le racisme de 2001 tenue à Durban, en Afrique du Sud, l'Assemblée générale de l'ONU a décidé, en décembre 2006, d'en faire l'examen. La résolution demandait la convocation, en 2009, d'une conférence « pour examiner les progrès réalisés et évaluer la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (DPAD) ».

En 2007, au Canada, le gouvernement Harper reprenait à son compte la prétention israélo-sioniste voulant que la conférence de Durban de 2001 ait été un « festival de la haine » antisémite. Il est devenu le premier gouvernement au monde à annoncer qu'il boycotterait l'examen de la DPAD. Profitant de l'occasion pour faire dérailler le débat sur les sujets qu'ils étaient déterminés à éviter – la Palestine et les réparations pour le commerce des esclaves – Israël et les États-Unis se sont joints au boycottage mené par le Canada.

Malgré les efforts déployés pour miner l'examen de la DPAD, un ensemble impressionnant de délégués du monde entier se sont réunis à Genève du 20 au 24 avril 2009 pour l'entreprendre.

Des représentants du SCFP étaient au nombre des onze membres de la délégation du CTC à la conférence : la consœur Yolanda McClean et les confrères Brian Barron et Harminder Magon.

Nous nous sommes rendus à Genève, en Suisse, pour participer à la conférence d'examen de Durban à l'ONU qui évaluait les progrès réalisés par les pays membres de l'ONU pour éliminer le racisme.

Le racisme menace toujours la justice et le bien-être des gens partout dans le monde. En outre, des intervenants puissants cherchent à affaiblir et à empêcher la réalisation des programmes et des engagements de l'ONU à l'égard du racisme. Ainsi, la société civile devait plus que jamais se rassembler pour soutenir la mise en œuvre du cadre de travail convenu de l'ONU contre le racisme, planifier des activités renouvelées et travailler contre le racisme et la discrimination raciale.

Le forum de la société civile a été organisé à la demande d'organisations non-gouvernementales (ONG) de la société civile de toutes les régions du monde. Cet événement a permis aux ONG canadiennes et à la délégation du Congrès du travail du Canada (CTC) de faire du réseautage et d'échanger sur des enjeux concrets.

Au cours des deux journées qui ont précédé la conférence d'examen de Durban, nous avons assisté au forum de la société civile. Les débats y alternaient entre des conférenciers invités et des sessions de travail en groupe, où étaient discutés de nombreux enjeux thématiques comme le racisme contre les noirs, la discrimination et la xénophobie contre les migrants, le trafic des être humains, la discrimination multiple contre les femmes, l'interface entre race et sexe et la discrimination contre les peuples autochtones, incluant le racisme environnemental. Karl Flecker, du CTC, était aussi l'un des conférenciers invités à

ce forum et le thème de la discussion à laquelle il participait était la discrimination et la socio-économie.

Le forum, en consultation avec les organisations non gouvernementales, a proposé de signer une déclaration commune qui a été présentée à la conférence d'examen de Durban.

Après le forum, une déclaration conjointe a été présentée au nom de la African Canadian Legal Clinic, de la Fédération Canado-Arabe, du Congrès du travail du Canada, de la Charte des responsabilités humaines (Canada), du Council of Agencies Serving South Asians et des Voix juives indépendantes (Canada) :

« Nous représentons un vaste éventail de communautés racialisées et ethniques de la société civile canadienne, déterminées à lutter contre le racisme.

Nous dénonçons le refus de notre gouvernement de participer à la conférence d'examen de Durban, un processus qui revêt une importance critique pour les victimes du racisme dans le monde. En tant qu'organisations de la société civile, nous sommes ici pour affirmer notre engagement à l'égard de cette conférence d'examen destinée à évaluer les progrès réalisés par les pays membres de l'ONU dans la mise en œuvre de la DPAD.

Et en tant qu'organisations de la société civile canadienne, nous sommes consternés que notre gouvernement ait décidé de se retirer de la conférence, longtemps avant qu'un seul paragraphe d'importance n'ait été écrit. Le refus du Canada de participer au processus de l'ONU montre bien qu'il ne reconnaît pas la persistance du racisme et la responsabilité de l'État d'y trouver des solutions.

Les gouvernements qui ont choisi de ne pas participer à la conférence de Durban ont diffamé le processus même en le qualifiant d'antisémite. Bien que la lutte contre l'antisémitisme soit importante, dans ce cas-ci, elle est utilisée comme prétexte pour passer sous silence tous les autres dossiers que cette conférence critique doit aborder. Nous sommes témoins d'une alliance cynique entre des pays occidentaux qui veulent éviter de parler de l'héritage du commerce transatlantique des esclaves, des droits fondamentaux du peuple palestinien et de l'expropriation des terres et des ressources des peuples autochtones du monde entier.

Comme société civile canadienne, nous savons que le racisme est une réalité pernicieuse vécue quotidiennement, dans nos lieux de travail et dans nos communautés, par les personnes autochtones, afro-canadiennes, arabes et musulmanes, et par les communautés racialisées, de même que les par les immigrants racialisés, les réfugiés et les migrants.

Ces communautés sont reliées par des niveaux disproportionnés de pauvreté, d'absence d'accès à des emplois décent, à l'éducation, au logement et aux soins de santé – toutes des inégalités « colorées » qui sont en hausse au Canada. Avec les conditions économiques qui se détériorent, ces communautés marginalisées continueront de souffrir de façon disproportionnée. Les gouvernements se sont retirés de cette conférence pour éviter d'avoir à faire face à ces enjeux fondamentaux pour les droits de la personne. Nous sommes ici pour exiger que ces droits soient activement respectés et promus. Leur retrait indique clairement un manque d'engagement et un refus de trouver des solutions à ce

problème croissant dans leurs pays et dans le reste du monde.

La situation des populations racialisées et autochtones au Canada s'est aggravée depuis 2001, et le gouvernement n'a proposé que peu ou pas de solutions pour y remédier. Notre gouvernement n'aurait pas reçu la note de passage s'il avait choisi de participer.

Nous sommes solidaires d'autres communautés racialisées et colonisées partout dans le monde. Avec ou sans notre gouvernement, la société civile canadienne continuera à lutter pour éliminer le racisme partout. »

Il y a aussi eu une marche internationale contre le racisme organisée par les groupes suisses, à partir de la Place de Neuve, dans la vieille ville de Genève. Plus de 800 personnes y ont participé et de nombreuses organisations y sont venues avec leurs drapeaux et bannières. C'était la première manifestation internationale contre le racisme tenue à Genève.

En ce bel après-midi ensoleillé, l'atmosphère était amicale et des militants très engagés ont participé à la manifestation pacifiste.

Nos délégués ont écouté le discours d'ouverture de M<sup>me</sup> Navanethem Pillay, Haute Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme. Elle a rappelé à tous que cette conférence d'examen de l'ONU était destinée à faire le point sur les progrès et la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, un document antiracisme historique adopté par consensus à la fin du Sommet mondial contre le racisme de 2001 tenu à Durban, en Afrique du Sud.

Huit ans après, les promesses et les mesures contre le racisme n'ont pas encore réussi à reléguer les pratiques discriminatoires et l'intolérance aux amas d'immondices répugnants de l'histoire, a déploré M<sup>me</sup> Pillay. Elle a incité les délégués à oublier leurs différences et à trouver un consensus.

Malheureusement, la première journée de la conférence a été dominée par la controverse créée par la présence du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qui s'est mérité une notoriété internationale pour avoir tenté de jeter le doute sur la réalité de l'holocauste nazi. Dans son discours à la conférence, le président Ahmadinejad a abordé divers sujets, dont la majorité ont servi à critiquer l'expulsion par Israël des Palestiniens de leur territoire en 1948, son occupation continue de la Cisjordanie et de Gaza et le soutien inconditionnel que reçoit Israël des États-Unis et d'autres pays occidentaux.

La décision du gouvernement canadien de se retirer du processus onusien est une honteuse tentative de se soustraire à ses responsabilités multilatérales. La persistance des disparités économiques et sociales basées sur la couleur qui sont imposées à un nombre croissant de personnes racialisées et autochtones au Canada rend encore plus disgracieuse l'absence du gouvernement canadien.

Nous avons réussi à faire reconnaître notre présence, malgré l'absence de notre gouvernement, en créant des liens avec les ONG et en tenant une rencontre spéciale de la

délégation canadienne avec la Haute Commissaire adjointe aux droits de l'homme de l'ONU.

En effet, un groupe d'organisations de la société civile, dont le CTC, a rencontré M<sup>me</sup> Kyung-Wha Kang, Haute Commissaire adjointe aux droits de l'homme.

Selon nous, ce n'est pas parce que le Canada n'a pas envoyé de délégation officielle à cette importante conférence que nous devrions nous priver d'aller aux plus hauts niveaux et de transmettre aux hauts commissaires ce que nous savons de la lutte pour éliminer le racisme et la discrimination.

Notre groupe s'était réuni la veille afin de discuter des points à aborder à cette rencontre. Sachant que notre temps serait bref avec la Haute Commissaire adjointe, nous avons préparé une liste d'enjeux. Encore une fois, il y avait consensus : présentation de la société civile canadienne; rôle de la Haute Commissaire dans la surveillance et la mise en œuvre de la DPAD et du document final de la conférence d'examen de Durban; mécanisme d'après-Durban et situation actuelle au Canada.

Notre délégation a été chaleureusement accueillie par la Haute Commissaire adjointe aux droits de l'homme. Notre objectif, compte tenu de l'absence officielle du Canada, était de faire connaître quelques cas de racisme et de discrimination au Canada.

À la rencontre, notre délégation de la société civile a pu discuter de lois antiterrorisme et de leurs effets sur les communautés racialisées; des effets des partis pris politiques et des décisions subséquentes de réduire au silence et de retirer leur financement aux organisations communautaires comme la Fédération Canado-Arabe; et la situation des Premières nations, des Afro-Canadiens, des migrants, des immigrants racialisés et d'autres communautés racialisées.

Notre délégation a pu proposer des exemples spécifiques de racisme vécus par ces communautés, incluant la racialisation de la pauvreté, les effets de politiques discriminatoires comme le Programme de travailleurs étrangers temporaires, et l'absence d'action politique en matière de logement, d'emploi, d'éducation et d'accès aux services sociaux. Enfin, en réponse aux critiques dirigées contre la conférence, les Voix juives indépendantes ont exprimé leur appui à la conférence en tant que personnes juives.

La Haute Commissaire adjointe s'est montrée réceptive à ce que nous lui avons communiqué et a insisté sur l'importance de la poursuite de ce travail dans notre pays. Elle a clairement affirmé que son bureau continuerait à promouvoir la lutte contre le racisme et a fait remarquer que ce sont les ONG qui ont fait pression pour la tenue de cette conférence d'examen et que celles-ci jouent un rôle important dans les efforts menés pour éviter que la DPAD ne tombe dans l'oubli. En terminant, nous avons souligné qu'il était important que la société civile collabore étroitement avec son bureau afin que les gouvernements soient tenus de rendre compte de leurs progrès en matière d'élimination du racisme.

En général, cette rencontre a réussi à faire comprendre que le gouvernement canadien n'aurait pas reçu la note de passage selon la DPAD ou le document final de la conférence

d'examen. Notre gouvernement refuse de reconnaître une bonne partie du racisme qui sévit au pays.

Le confrère Brian Barron, notre VPD pour les membres autochtones, a participé à la rencontre de notre délégation avec la Haute Commissaire adjointe et a parlé de la situation des communautés autochtones au Canada. Voici le texte de son exposé :

« Mon nom est Brian Barron et je suis membre de la Nation Ojibwé Traité 1 de Turtle Island, au Canada, membre de la délégation du Congrès du travail du Canada et membre du SCFP. Je vous fais part de nos préoccupations spécifiques au sujet de l'absence de reddition de comptes et d'action de la part de nos élus au Canada.

La pauvreté des Premières Nations est extrême et endémique dans les communautés éloignées du nord et du sud, le nombre de logements insalubres est inquiétant et les logements inhabitables sont une réalité quotidienne pour les peuples des Premières Nations. Beaucoup trop de communautés existent sans eau potable salubre, ce qui aggrave la santé des Premières Nations; nos gouvernements trahissent leurs promesses en matière d'éducation, ce qui diminue d'autant les possibilités d'avenir des membres de nos peuples dans la concurrence pour l'obtention d'emplois.

Je cherche conseils et appui en tant que membre des Premières Nations du Canada, qui sont maintenant 1 million dans notre pays. En venant à Genève, j'espérais apprendre des leçons qui aideraient nos aînés et nos leaders à trouver des solutions à la situation précaire endurée par nos peuples. La pauvreté est paralysante pour nos peuples du nord et du sud. Elle touche 60 % des enfants autochtones; près de 50 % des membres des Premières Nations vivent dans des villes, avec des revenus inférieurs à ceux des autres Canadiens. La population vieillissante des Premières Nations n'est même pas une considération dans ce contexte et ce sont les conditions de vie actuelles qui demeurent au cœur des débats. La population des Premières Nations a augmenté de 45 % en une décennie, ce qui en fait l'une des ressources humaines qui croît le plus rapidement. Pourtant, le chômage chez les hommes se situe à 21 % et à 17 % chez les femmes. La situation du logement dans le nord est consternante et les familles de ces populations en rapide croissance sont forcées de vivre ensemble, parfois jusqu'à cinq familles dans un seul logement construit pour en abriter une seule sans danger, tout cela à cause de la négligence et du manque d'attention de notre gouvernement. Plus de 100 communautés doivent toujours faire bouillir leur eau; la maladie et la mauvaise santé sont le résultat de l'absence d'eau potable pour l'hygiène et pour la consommation. Encore une fois, ce chevauchement de non-reconnaissance et d'absence d'attention a placé nos peuples en situation de désavantage.

Les élus cherchent à éviter de respecter les promesses faites en matière d'éducation en échange de traités signés par nos ancêtres. Les aînés et les chefs avaient eu la sagesse de prévoir l'avenir et faisaient confiance au Canada pour qu'il respecte sa promesse. Mais il n'y a toujours pas d'écoles, ou celles qui existent sont en si mauvais état qu'elles sont inutilisables, en partie à cause de notre rude climat et en partie à cause des moisissures. Nous parlons de solutions comme si les solutions étaient terminées; des solutions ont lieu à chaque moment de nos vies. Le Canada doit agir maintenant car le temps manque pour beaucoup et le taux de suicide est élevé.

L'esprit négatif ne doit pas être le catalyseur des leçons que notre jeunesse doit endurer, l'avenir doit être prometteur et plein de possibilités. En écoutant un représentant de l'Australie, je constatais la reconnaissance sincère de son gouvernement et je ne pouvais que penser à l'absence de reddition de comptes et de responsabilité de mon propre gouvernement. Quelqu'un doit dire au Canada d'écouter les gens, car il semble qu'il ait décidé de ne pas participer. »

Hassan Yussuff, secrétaire-trésorier du Congrès du travail du Canada, s'est adressé à l'Assemblée de l'ONU au cours des dernières journées de la conférence d'examen de Durban.

Son allocution était présentée au nom du Congrès du travail du Canada, de l'Internationale de l'éducation, de la Confédération des syndicats libres et de l'Internationale des services publics. Voici le texte de cette déclaration conjointe :

« Merci de m'avoir permis de prendre la parole. Certains moments, bien que brefs, ont un sens particulièrement marquant. Le secrétaire général nous a accueillis en nous livrant un message important sur la signification de la conférence d'examen. Il a clairement affirmé que le moment était venu de respecter les principes fondamentaux qui nous lient. Nous n'avons d'autre choix que d'agir de façons qui montrent notre attachement aux droits de la personne et à la dignité pour tous. Nous devons tous relever d'immenses défis sociaux, économiques et environnementaux en ce moment. Si nous ne le faisons pas maintenant ... quand pourrons-nous, de façon égalitaire et sans nous dérober, vraiment éliminer le racisme et la discrimination, et l'intolérance qui y est reliée?

Le secrétaire général a semblé parler au siège vide de mon pays, le Canada, lorsqu'il a

affirmé que « certains pays qui, de droit, devraient aider à ouvrir la voie vers un meilleur avenir, ne sont pas ici ».

Le mouvement syndical international sait que ce n'est pas en quittant la table qu'on peut régler quoi que ce soit. Depuis longtemps, il se bat contre le racisme et la discrimination dans les lieux de travail et les communautés.

Parmi nos meilleures pratiques, nous comptons des programmes de formation au travail et des protections dans les conventions collectives qui appuient les droits de la personne et les font progresser. Nous sommes toujours solidaires de ceux, si nombreux, qui ont consacré leur vie à la défense des droits de la personne.

Notre engagement à l'égard de cette lutte date de longtemps. Bien que les syndicats ne soient pas mentionnés dans le texte, nous savons que notre présence vit dans la DPAD et nous obligerons nos gouvernements à rendre compte et à débarrasser les lieux de travail et les communautés de la laideur qui nous a rassemblés ici.

Le texte et la DPAD seront des outils que nous utiliserons pour combattre et éradiquer la pire des idéologies – l'idée fausse que certains sont moins égaux que d'autres. Aucun document n'est parfait et c'est avec beaucoup de regret que nous devons constater que certaines catégories de personnes vulnérables au racisme, à la xénophobie et à la discrimination ont été injustement traitées pour des raisons de caste, d'orientation sexuelle ou de sexe. Il est malheureux que les Objectifs du millénaire pour le développement n'aient pas été considérés comme un lien clé dans notre libération des chaînes que sont les formes systémiques du racisme et de la xénophobie.

Nous continuerons à surveiller et à pousser les gouvernements qui refusent de signer, de ratifier ou de mettre en œuvre des mécanismes internationaux comme les normes de l'OIT, la Déclaration des droits des peuples autochtones, les droits des personnes handicapées ou les droits des travailleurs migrants.

Nous utiliserons la DPAD et le document final de la conférence d'examen de Durban pour faire pression sur nos gouvernements afin qu'ils prennent les mesures voulues pour nous donner accès à de bons emplois, à de bonnes conditions de travail, à un salaire égal pour un travail d'égale valeur, à la fin de la discrimination dans le monde du travail qui, depuis trop longtemps, permet la discrimination raciale.

Le temps qui m'est alloué est presque terminé, espérons que le nôtre ne l'est pas. »

*En terminant :*

**Q. Quelles sont vos réflexions sur le boycottage de la conférence par le gouvernement canadien?**

Le Canada doit toujours relever de nombreux défis en matière de racisme et de discrimination dans notre société. Il est vrai que nos communautés racialisées et autochtones sont aux prises avec des problèmes de pauvreté et d'accès à de bons emplois et à des services comme l'éducation, le logement et la santé.

Puisque notre gouvernement canadien a choisi de ne pas participer à la conférence – avec l'assentiment de l'opposition – cela montre que le Canada n'a pas jugé que ces problèmes sont importants, qu'il ne veut pas trouver de solutions. Cet événement international est à la fois noble et nécessaire pour tous les États. Malheureusement, les médias de notre pays multiculturel ont à peine couvert les importants enjeux soulevés à la conférence d'examen de Durban. La conférence ne portait pas seulement sur la question israélo-palestinienne, elle couvrait aussi des enjeux plus larges reliés à la discrimination.

Par exemple, parmi les luttes sur les droits de la personne menées au Canada qui ont été soulevées à la conférence d'examen de Durban, il y a eu les travailleurs migrants, la reconnaissance des attestations étrangères, l'exclusion sociale des personnes autochtones, les droits environnementaux et territoriaux, les disparités économiques fondées sur la couleur et le profilage racial.

Au SCFP, nous devons être fiers d'avoir assisté, avec le Congrès du travail du Canada et d'autres syndicats, à la conférence d'examen de Durban pour affirmer notre engagement à l'égard de ces enjeux.

**Q. Selon vous, à titre de représentant du SCFP, comment notre syndicat a-t-il profité de sa participation à la conférence?**

Les avantages sont nombreux : visibilité internationale pour notre syndicat et travail en coalition avec d'autres syndicats canadiens et internationaux, comme le CTC et l'OIT, dans la lutte pour l'égalité des droits. Comme syndicat, nous avons fait du lobbying auprès des organisations non gouvernementales et nous avons créé un réseau pour la justice sociale qui inclut les ONG.

Notre réseautage et notre pouvoir de lobbying peuvent être très utiles pour faire changer les choses et faire progresser les enjeux qui nous tiennent à cœur ainsi qu'à nos alliés nationaux et internationaux.

Grâce à notre participation, notre syndicat ne se limite pas à négocier des enjeux de travail, il se place aussi au cœur des enjeux sociaux.

**Q. Comme représentant des membres racialisés au Comité national arc-en-ciel du SCFP et au Conseil national autochtone, quels sont les faits saillants de la conférence dont vous rendrez compte aux comités? Quelle direction recommanderez-vous aux comités de suivre en fonction de ce rapport?**

Nous recommanderons d'agir dans au moins un des dossiers qui ont été discutés à la conférence d'examen de Durban, comme les travailleurs migrants, la reconnaissance des attestations étrangères, etc.

Nous devons créer un plan d'action comme celui que nous avons élaboré à la conférence d'examen de Durban et inclure les partenaires de la justice sociale, de la société civile, des travailleurs migrants et des organisations communautaires.

Soumis par :

Yolanda McClean, Liaison du Comité exécutif national du SCFP

Brian Barron, Président à la diversité

Harminder Magon, Coordonnateur, Anti-racisme, Service de l'égalité

dw/sepb 491

July 13, 2009

(:Equality/Mag/DurbanReviewConf-Long-Fr.doc)